

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/558
1^{er} décembre 2005

(05-5714)

Conseil général
1^{er}-2 décembre 2005

Original: anglais

RÉEXAMEN DE L'EXEMPTION PRÉVUE AU PARAGRAPHE 3 DU GATT DE 1994

Questionnaire adressé aux États-Unis par le Japon

La communication ci-après, datée du 30 novembre 2005, est distribuée à la demande de la délégation du Japon.

Le paragraphe 3 du GATT de 1994 prévoit l'exemption d'une mesure spécifique d'un Membre se rapportant à l'interdiction de l'utilisation, de la vente ou de la location de navires construits à l'étranger ou remis en état à l'étranger. Selon ce même paragraphe, la Conférence ministérielle est chargée de réexaminer cette exemption au plus tard cinq années après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et, par la suite, tous les deux ans tant que l'exemption sera en vigueur. Ce mandat a été exercé par le Conseil général, et le quatrième réexamen est en cours.

Pour mener un réexamen qui soit utile quant au fond, il importe que le Membre se prévalant de l'exemption fournisse des renseignements, conformément aux dispositions de ce paragraphe, et qu'il fournisse les explications nécessaires au Conseil. Il importe aussi que les Membres que l'exemption intéresse formulent à l'adresse du Membre qui s'en prévaut des questions et des observations en vue d'obtenir les réponses qu'ils attendent. Tous ces échanges aideront le Conseil à déterminer "si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore".

Le Japon sait gré aux États-Unis du rapport qu'ils ont présenté et qui est reproduit dans le document WT/L/600. Le Japon est aussi reconnaissant aux États-Unis de l'initiative qu'ils ont prise en vue de fournir aux Membres intéressés les renseignements et explications pertinents lors d'une réunion informelle tenue le 27 septembre 2005.

Sur la base de ces renseignements et explications ainsi que des conclusions des précédents réexamens, le Japon souhaite contribuer au présent réexamen en formulant des questions et des observations à l'adresse des États-Unis. Le Japon demande aux États-Unis de bien vouloir apporter des réponses aux questions ci-après, à temps pour la réunion du Conseil général, de manière à ce que tous les Membres puissent tirer parti des explications. Le Japon se réserve le droit de présenter des questions et des demandes de clarification additionnelles concernant les réponses que les États-Unis sont appelés à fournir.

Question n° 1

Veuillez fournir des explications sur les points ci-après. Bien qu'ils aient été soulevés lors des précédents réexamens, le Japon n'a pas pu obtenir d'explications satisfaisantes. Le Japon prie donc une fois encore les États-Unis de bien vouloir fournir des explications additionnelles sur les points suivants.

./.

- a) Quelle est la corrélation entre la sécurité nationale et la capacité de construction navale protégée par la Loi Jones?
- b) S'agissant de la capacité de construction navale ou de maintenance, quel est le seuil quantitatif spécifique indispensable au maintien de la sécurité nationale?
- c) Y a-t-il dans la liste des chantiers navals qui n'ont effectué ni livraison ni réparation de navire pour la marine nationale? Si tel est le cas, veuillez clarifier en quoi ces chantiers navals contribuent au renforcement ou au maintien de la sécurité nationale.
- d) Dans le rapport annuel (WT/L/600) présenté par les États-Unis conformément à la disposition du paragraphe 3 c), il est fait mention de navires de type "plate-forme" et "ponton"; or, il semble que ces types de navires ne sont pas visés par le paragraphe 3 a). Veuillez indiquer si la prescription relative à la construction navale nationale s'applique à ces types de navires.

Question n° 2

Nous voudrions appeler votre attention sur l'inclusion de navires exclusivement destinés à l'utilisation de la marine nationale, en l'espèce le "BRITIN" à la page 16, le "WATKINS (AKR-315)", le "BENAVIDEZ" et le "SODERMAN (AKR-317)" à la page 21. Les États-Unis considèrent-ils ces navires comme des navires de commerce?

Question n° 3

Pendant le dernier réexamen, nous avons déjà signalé une incohérence statistique substantielle entre le nombre de livraisons effectives et le nombre inscrit dans les livres de commande. En dépit des assurances données par les États-Unis que ces données seraient dûment modifiées et des notes de bas de page ajoutées pour chaque donnée, la seule amélioration notable qui ait été apportée est la note de bas de page ainsi libellée: "Il se peut que le rapport ne rende pas compte avec exactitude des commandes de navires annulées ou dont l'exécution a été retardée." Cela est extrêmement décevant, et nous prions les États-Unis de bien vouloir fournir les données appropriées qui reflètent la situation effective aux États-Unis.

Question n° 4

Il semble qu'un nombre non négligeable de navires de pêche figure dans la liste. Nous souhaiterions savoir précisément en quoi ces navires de pêche contribuent au renforcement de la sécurité nationale ou à son maintien à son niveau actuel. À cet égard, lors de la dernière consultation informelle tenue il y a deux ans, les États-Unis ont insisté sur le fait que tous les navires figurant dans la liste concouraient à cet objectif. Nous avons du mal à concevoir que ces navires de pêche puissent être réquisitionnés en temps de guerre. Les petits navires de pêche constituent une proportion importante des navires protégés par la Loi Jones, soit 65 pour cent des livraisons (9 pour cent de la jauge brute). Nous avons aussi le plus grand mal à accepter le lien, si tant est qu'il existe, entre ces petits navires de pêche et la sécurité nationale. Nous demandons donc aux États-Unis de bien vouloir apporter des précisions additionnelles sur cette question.

Question n° 5

Nous serions reconnaissants aux États-Unis de bien vouloir nous fournir "des renseignements additionnels sur l'utilisation, la vente, la location ou la réparation des navires en question", comme il est prévu au paragraphe 3 c) du GATT de 1994. Nous considérons ces renseignements comme des points de départ essentiels pour le présent réexamen.
